

ISIS Economie

Une nouvelle économie est possible immédiatement

New Economy Now

Loin des titres qui font l'actualité, une nouvelle forme d'économie prend forme grâce à des innovations financières fondées sur le nouveau modèle 'Main Street' et sur les bases d'actions locales entreprises. Par [le Dr Mae-Wan Ho](#)

Rapport de l'ISIS en date du 01/04/2012

Une [version entièrement illustrée et référencée](#), intitulée 'New Economy Now' est accessible par les membres de l'ISIS sur le site http://www.i-sis.org.uk/New_Economy_Now.php

Le mouvement des '99% Wall Street'

L'argent non réglementé et le système bancaire, qui ont été mis en place depuis les années 1970 et 1980, sont maintenant considérés, d'une façon générale, comme la cause fondamentale de la crise financière mondiale qui s'est produite en 2008 (voir [1] "[Shut Down Wall Street!](#)", *SiS* 53) *.

* Version en français intitulée " Il faut faire cesser Wall Street ! " par le Dr. Mae-Wan Ho, traduction et compléments de Jacques Hallard ; accessible sur le site <http://isias.transition89.lautre.net/spip.php?article199>

Dans le sillage de cette crise de 2008, des plans de sauvetage massifs ont été effectués par les gouvernements au profit des institutions financières et ces plans ont assuré à ces dernières leur prompt rétablissement, avec une bonne rentabilité et de gros bénéfices. Mais ces dotations financières publiques n'ont fait qu'empirer les choses pour "**les 99%**".

Loin de stimuler l'économie réelle et de créer des emplois, le chômage a grimpé, notamment chez les jeunes, les saisies immobilières ont continué sans relâche, et le monde s'est retrouvé plongé dans une crise de la **dette souveraine** à partir de laquelle il pourrait ne jamais se relever.

La relation de Wall Street avec les Etats-Unis est semblable à celle d'un occupant colonial qui vise à l'extraction et à l'expropriation des richesses des populations [2]. Les Etats-Unis ne sont, en aucun cas, les seuls. Des sociétés mondiales, financières et autres, n'ont pas pour mission de créer des emplois.

Au contraire, elles sont là pour maximiser le profit par tous les moyens disponibles, y compris [2] « éliminer les emplois et les avantages du travail, en abaissant les salaires, en permettant l'évasion fiscale, en niant les réclamations des systèmes d'assurance en

matière de santé, et en pillant les comptes de retraite des personnes âgées ». Cela ne qui vous semble-t-il pas familier ?

En effet, la classe moyenne a été pratiquement éliminée dans le cadre de la «croissance économique» alimentée par la déréglementation financière des années 1970 et 1980: les plus riches deviennent encore plus riches, tandis que la masse des pauvres s'est amplifiée à plus de la moitié de la population.

Entre 1983 et 2009, plus de 40% des richesses sont allés vers les 1% les plus riches, et 41,5% des richesses sont allés vers la tranche des 4% des plus riches qui suivent [3]. La base sociale des 60% des ménages américains n'a rien gagné du tout : au lieu de cela, ils se sont retrouvés endettés. (voir Figure 1).

Figure 1 – Répartition des revenus entre 1983 et 2009 {aux Etats-Unis}

Les salaires sont diminués et les avantages sociaux des travailleurs sont grignotés par l'automatisation et l'externalisation des activités vers des pays aux coûts de main d'œuvre les moins chers. Mais cela ne correspond pas à une augmentation des emplois au niveau mondial.

Entre 2000 et 2009, selon le Département du Commerce américain, les sociétés transnationales - qui emploient environ 20% de tous les travailleurs américains - a réduit l'emploi américain de 2,9 millions de postes et augmenté la main-d'œuvre dans des pays étrangers de 2,4 millions : il en est résulté une perte nette de 0,5 millions d'emplois.

La tâche majeure dans la construction d'une nouvelle économie est de remplacer le système bancaire et monétaire de Wall Street par un système dédigné par 'Main Street', destiné à bien gérer les comptes des collectivités locales et des populations, tout en répondant à leurs besoins et, en plus, en assurant la création de bons emplois à salaires décents qui génèrent une réelle richesse pour les gens.

Heureusement, nous n'avons pas à attendre que les gouvernements puissent rendre cela possible !

Des banque communautaires (ou des collectivités territoriales) pour gérer les revenus et la richesse des populations et des communautés humaines

La première partie d'un plan d'action qui en comporte six, proposé par le Groupe de travail de la nouvelle économie (NewGroup) pour libérer l'Amérique du système Wall Street [4] est d'inverser la consolidation bancaire, de déconstruire les mégabanes et de construire un système national de banques **communautaires**, en particulier des **banques coopératives** ou des organisations de propriétaires à but non-lucratif, consacrées à l'élaboration et à la construction de revenus et de richesses au profit des populations et des communautés humaines.

Le projet de nouvelles règles de l'*Institute for Local Self-Reliance* [5] rapporte que les Etats-Unis disposent encore de quelques 8.000 coopératives de crédit et plus de 7.600 banques communautaires (avec des actifs d'une valeur d'environ 1 milliard de dollars).

En grande partie en raison de la campagne *Move Your Money* [6], qui encourage les gens à transférer leurs comptes bancaires vers des institutions financières locales, les coopératives de crédit sont en plein essor [7].

Entre le début de l'année 2009 et Juin 2010, les coopératives de crédit ont enregistré plus de 1,5 million de nouveaux membres, leurs dépôts ont augmenté de 10 pour cent en 2009, correspondant à 10 pour cent des dépôts effectués aux États-Unis à la date de juin 2010.

Les *Community Development Banks*, les Banques de développement communautaire [8] – des banques privées, à but non lucratif et assurées au niveau fédéral, et des institutions d'épargne dont la mission est de servir les communautés à revenus faibles et modérés - financent des logements abordables, les petites entreprises, les installations des collectivités territoriales, des consommateurs et des réalisations à usage mixte, immobilier et commercial. Ces banques soutiennent également le développement et l'application des technologies 'vertes' ou écologiques.

Selon le *Forum for Sustainable and Responsible Investment*, le Forum pour l'Investissement Responsable et Durable, anciennement *Social Investment Forum*) [9], les actifs combinés des banques de développement communautaires, des syndicats communautaires de développement du crédit, les fonds de développement des prêts communautaires, et les fonds de développement communautaire du capital-risque ont augmenté de plus de 60%, en partant de 25 milliards de \$ en 2007, et passant à 41,7 milliards de \$ au début de l'année 2010.

Il existe d'ailleurs d'autres innovations financières avec des banques communautaires citées dans le rapport NewGroup [4].

La **Bremer Bank**, opérant dans le Minnesota, le Dakota du Nord et le Wisconsin, gère 8 milliards de dollars en actifs et se spécialise dans le service aux agriculteurs et aux entreprises locales. Elle est détenue à 90% par une fondation à but non lucratif qui retourne tous les bénéfices à la communauté ; les employés de la banque détiennent en propre les 10% restants.

'**One PacificCoast Bank**' a été fondée sous la dénomination *OneCalifornia Bank* pour servir les communautés à faible revenu. Elle est détenue par une fondation à but non lucratif '*One PacificCoast Foundation*', mise en place par le financier Tom Steyer et son épouse Kat Taylor, avec un investissement initial philanthropique de 22,5 millions de dollars. La fondation reçoit tous les bénéfices financiers, et elle octroie des subventions de bienfaisance et d'éducation pour soutenir les objectifs sociaux de la banque. En 2010, OneCalifornia Banque a acquis ShoreBank Pacifique, qui s'est spécialisée dans la fourniture de prêts pour les entreprises locales engagées dans la restauration et la gestion durable des ressources environnementales. Les banques combinées fonctionnent maintenant comme une seule entité.

Southern Bancorp, l'une des banques de développement d'Amérique parmi les plus grandes et les plus rentables, avec plus de 1 milliard de dollars d'actifs, est une banque à but lucratif, avec des restrictions sur la participation de propriété.

La plupart de ses actionnaires sont des fondations et des sociétés qui ont investi pour le social plutôt que pour le rendement financier ; la plupart n'ont aucun droit de recevoir des dividendes, de parts dans les profits, de vendre leurs actions, ou de convertir la banque en un modèle plus conventionnel.

Leur mission est d'atteindre trois objectifs de transformation pour les collectivités qu'ils desservent dans l'Arkansas et dans le Mississippi depuis une vingtaine d'années : réduire la pauvreté de 50%, réduire le chômage de 50%, et – en matière d'éducation - améliorer le taux d'obtention des diplômes de 50%.

Southern Bancorp offre une gamme complète de services bancaires pour les pauvres: comptes courants, cartes de crédit, chèques, prêts à la consommation pour de petites acquisitions, et plusieurs services financiers non-traditionnels, comme des comptes d'épargne adaptés et une préparation en franchise d'impôt. Les profits vont soit augmenter la base de capital pour soutenir l'expansion des programmes de prêts ou soit recirculer en retour vers les plus pauvres dans la communauté, sous forme de services bancaires ou philanthropiques.

Entreprise Cleveland Group (ECG), située dans l'Ohio, est une institution financière de développement sans but lucratif (CDFI) qui aide les petites entreprises à croître, grâce à des prêts et à une assistance technique. Son *Evergreen Cooperative Development Fund*, le Fonds de développement coopératif Evergreen, créé par la Fondation de Cleveland (la première fondation de développement communautaire aux Etats-Unis) en partenariat avec la *Democratie Collaborative* de l'Université du Maryland et le Centre *Employee Ownership* de l'Ohio, s'attend à devenir une CDFI indépendante en 2012.

Ensemble, ces groupes ont lancé un réseau croissant d'entreprises dont les capitaux sont détenus par les salariés, pour fournir des emplois pour les communautés de Cleveland à faible revenu. Les entreprises appartenant aux employés qui, à leur tour, se sont engagés à consacrer au moins 10% de leurs bénéfices à l'émergence et à l'accompagnement de nouveaux investissements, en tant que co-investisseurs dans le Fonds. Le Fonds soulève également des fonds d'investissement auprès des institutions, des fondations, des programmes gouvernementaux et de particuliers, sous la forme de subventions et d'investissements socialement responsables.

Un article du New York Times, publié en Décembre 2011 [10], rapporte quelque 130 millions d'Américains participent à la propriété d'entreprises co-opératives et à des syndicats d'entreprise, soit 6 millions de plus que dans les syndicats du secteur privé ; par ailleurs, plus de 1 million d'Américains sont devenus des travailleurs-proprétaires dans plus de 11.000 entreprises privées détenues par les salariés.

Des banques d'État pour des dépôts sûrs et garantis

Le deuxième point de l'ordre du jour pour 'libérer l'Amérique' d'après le NewGroup [4] est d'établir un système de banques d'Etat pour servir en tant que dépositaires des actifs financiers d'Etat et de collaborer avec les institutions de développement financier de la Communauté pour les prêts aux foyers locaux, aux industriels et aux commerçants.

La Banque du Dakota du Nord (BND) est un brillant exemple d'une telle banque d'Etat. Elle a été établie en 1919 pour promouvoir l'agriculture, le commerce et l'industrie dans

l'Etat du Dakota du Nord. Elle est détenue à 100% par l'Etat, et mène ses activités exclusivement dans l'intérêt public, en partenariat avec les banques privées locales de l'Etat. Ses dépôts, principalement des comptes portant intérêt de l'État et ses subdivisions politiques - sont garantis par l'État du Dakota du Nord.

Le BND est la raison majeure pour laquelle le Dakota du Nord a plus de banques locales par habitant et un taux plus faible de défaut sur les prêts que tout autre État américain, et aussi pourquoi ses banques communautaires ont été relativement épargnées par la crise financière de 2008. Ceci a inspiré d'autres États à établir leur propre banque d'Etat.

En mars 2011, une législation bancaire de partenariat de l'Etat a été introduite dans 8 états: le Maryland, l'Oregon, Hawaii, l'Etat de Washington, l'Illinois, la Louisiane, le Massachusetts et la Virginie, et d'autres initiatives législatives de banques d'État sont en cours de mise en place dans les Etats du Maine et en Californie. En décembre 2011, 14 États envisagent de promulguer une loi pour créer des banques publiques similaires à la BND, la Banque de l'Etat du Dakota du Nord, aux Etats-Unis [10].

Des actions qui émanent de la base

'*Occupy Wall Street*' est un **mouvement** de protestation spontané, émergent à travers le monde entier, qui a alerté et qui a galvanisé les gens ordinaires contre la cupidité et la corruption inhérente au régime monétaire actuel [1]. Mais d'autres mesures et actions sont un peu restées dans l'ombre.

La campagne *Move Your Money* [6] encourage les individus et les institutions à se désinvestir des grandes banques du système Wall Street "**too big to fail**", « trop puissant pour tomber », afin de prendre le pouvoir avec leurs propres moyens par des contributions en vue d'arrêter le système financier corrompu, de créer un environnement stable, et d'installer à la place un système bancaire localisé.

Résilience Circle est un mouvement destiné à initier un petit groupe de 10 - 20 personnes qui se réunissent pour accroître leur sécurité personnelle par l'apprentissage, la formation, l'entraide et l'action sociale [11].

U.S. Uncut mène une campagne d'action directe non-violente pour attirer l'attention du public sur l'impôt des sociétés concernant des entreprises peu scrupuleuses ('*Dodgers*') et de leur part de responsabilité dans les déficits publics.

Le *Public Banking Institute* [12] est dédié à la compréhension du système financier et il vise à faciliter la mise en œuvre de banques publiques à tous les niveaux : local, régional, étatique et fédéral [aux Etats-Unis].

Pour conclure

Nous avons tous les éléments pour une nouvelle **économie socialement responsable** qui offre de bons emplois avec des salaires décents, et qui génère une réelle richesse pour les populations, au moins aux États-Unis.

Mais cela ne suffit pas, nous avons besoin d'une économie véritablement écologique et circulaire, qui travaille avec la nature, et au sein de celle-ci, afin de générer et de

régénérer des revenus et de la richesse pour les gens et pour la planète (voir [13] [Living Green & Circular](#), SiS 53).

[Voir aussi un article en anglais: 'Reinventing the wheel: a circular economy for resource security': http://www.green-alliance.org.uk/grea_p.aspx?id=6044]

© 1999-2011 The Institute of Science in Society

[Contact the Institute of Science in Society](#)

MATERIAL ON THIS SITE MAY NOT BE REPRODUCED IN ANY FORM WITHOUT EXPLICIT PERMISSION. FOR PERMISSION, PLEASE [CONTACT ISIS](#)

Définitions et compléments :

99% Wall Street protesters boo CEOs, but mourn Steve Jobs

99% Wall Street protesters took time out to mourn the passing of billionaire Steve Jobs. Is 99% Wall Street movement inconsistent?

By [Schuyler Velasco](#), Correspondent / October 6, 2011



Activists stand in place to form a "99%," part of Occupy DC activities at Freedom Plaza in Washington, Oct. 6, 2011. Some 99% Wall Street protesters mourned Steve Jobs, even though he had headed up a multibillion-dollar corporation.

Jacquelyn Martin/AP

They protest corporate greed and income inequality. They've highlighted so often how the wealthiest 1 percent of Americans have so much political influence that their rallying cry, written on signboards, has become "We are the 99%."

Source : <http://www.csmonitor.com/Business/2011/1006/99-Wall-Street-protesters-boo-CEOs-but-mourn-Steve-Jobs>

Banque coopérative – Article Wikipédia



Cet article est une [ébauche](#) concernant le [droit](#) et l'[économie](#). Vous pouvez partager vos connaissances en l'améliorant ([comment ?](#)) selon les recommandations des [projets correspondants](#).

Une **coopérative de crédit**, ou **banque mutualiste**¹ est une [banque coopérative](#), c'est-à-dire une entité dans laquelle les sociétaires ont la double-qualité d'usagers (clients déposants ou emprunteurs) et de propriétaires (participant à la gouvernance). Contrairement aux banques sous le régime des [sociétés anonymes](#), les décisions prises en assemblée générale le sont suivant le principe *une personne, une voix*, et non *une action, une voix*.

Cette forme particulière d'entreprise bancaire a vu le jour en Europe dans la seconde moitié du [XIX^e siècle](#) avec les initiatives de [Frédéric-Guillaume Raiffeisen](#) notamment. Le modèle de la coopérative de crédit est diffusé aujourd'hui dans tous les principaux pays européens, tels que l'[Autriche](#), la [Belgique](#), la [Finlande](#), la [France](#), l'[Allemagne](#), l'[Italie](#), les [Pays-Bas](#), l'[Espagne](#) et la [Suisse](#).

Sommaire

- [1 Définition](#)
- [2 Représentativité des sociétaires](#)
- [3 Dans le monde](#)
 - o [3.1 Canada](#)
 - o [3.2 Union Européenne](#)
 - [3.2.1 France](#)
 - [3.2.2 Italie](#)
 - [3.2.3 Grande-Bretagne](#)
- [4 Références](#)

Définition [[modifier](#)]

Selon l'[ICBA](#)², les coopératives bancaires ont pour points communs :

- **Ce sont les clients eux-mêmes qui possèdent les entités.** En conséquence, le but premier d'une banque coopérative n'est pas de maximiser le profit, mais de fournir les meilleurs produits et services possibles à ses membres.
- **Contrôle démocratique** : les banques coopératives sont détenues et contrôlées par leurs membres, qui élisent démocratiquement le conseil d'administration. Les membres ont généralement des droits de vote égaux, selon le principe coopératif *une personne, une voix*.

- **Répartition des bénéfices** : dans une banque coopérative, une partie importante du bénéfice annuel est généralement allouée à constituer des réserves. Une partie de ces bénéfices peuvent également être distribués aux membres des coopératives, avec des restrictions légales ou réglementaires dans la plupart des cas.

Représentativité des sociétaires [\[modifier\]](#)

Les banques mutualistes valorisent leur modèle de fonctionnement dans leur communication. Cependant la voix des sociétaires est souvent très faible. Les sociétaires malgré leur droit de vote ont en fait un pouvoir plus que limité sur le fonctionnement et les prises de décisions face à une technocratie et une administration totalement maîtrisées par un pouvoir central: "la démocratie participative n'a que peu de consistance sur les prises de décisions dans les conseils"³. La nomination en 2009 de [François Pérol](#) à la tête du groupe [BPCE](#), énarque ancien conseiller du président de la république, en est une parfaite illustration.

Dans le monde [\[modifier\]](#)

Canada [\[modifier\]](#)

- [Caisses populaires acadiennes](#) (Nouveau-Brunswick);
- [Caisses populaires Desjardins](#) (Québec);
- [Credit Union Central of New Brunswick](#) (Nouveau-Brunswick).

Union Européenne [\[modifier\]](#)

France [\[modifier\]](#)

En France, les banques mutualistes sont soumises à une législation particulière du code monétaire et financier⁴.

Les banques coopératives les plus connues en France sont :

- les [Banques populaires](#) (dont le [Crédit coopératif](#)),
- les [Caisses d'épargne](#)
- les Caisses régionales de [Crédit agricole](#),
- le [Crédit mutuel](#),
- [la Nef](#).

Italie [\[modifier\]](#)

En Italie, le début de la diffusion des coopératives de crédit (abrégé en BCC, de l'italien *Banca di Credito Cooperativo*) remonte à 1883, lorsque Léon Wolleberg, un entrepreneur [padouan](#) d'origine juive, s'inspira de [Frédéric-Guillaume Raiffeisen](#) et fonda le premier institut à [Loreggia](#), pour aider et protéger les agriculteurs défavorisés. Le

mouvement continua à se répandre par la suite par la création de petits instituts de crédit au niveau local, régional et interrégional, en parallèle avec l'action accomplie par les banques populaires.

Le groupe BCC s'organise aujourd'hui en 16 fédérations sur le territoire italien. Son patrimoine s'élève à 17,3 milliards d'euros, avec un taux de croissance de 9,6% (données de 2008). Il dispose de 430 filiales, telles que la [CC valdôtaine \(Vallée d'Aoste\)](#), la [Raiffeisen Landesbank Südtirol \(Province autonome de Bolzano\)](#) et la [BCC del Chianti \(Province de Florence\)](#), pour un réseaux de 4127 guichets et plus de 29800 collaborateurs (données mises à jour le 31 mars 2009)

La [Banca popolare Etica](#) est née formellement le [8 mars 1999](#), mais son histoire date des coopératives MAG ([mutuelles d'autogestion](#))⁵.

Grande-Bretagne [[modifier](#)]

- [The Co-operative Bank](#)

Références [[modifier](#)]

1. ↑ À noter, le vocable "mutualiste" est d'utilisation exclusivement française en la matière. L'expression banque coopérative, ou [coopérative de crédit](#), est d'utilisation plus universelle.
2. ↑ [ICBA](#) [[archive](#)]
3. ↑ [Actualité de l'économie sociale](#) [[archive](#)], par Association d'économie sociale. Journées, Jean-Paul Domin
4. ↑ [\[1\]](#) [[archive](#)]
5. ↑ [histoire](#) [[archive](#)]

Source http://fr.wikipedia.org/wiki/Banque_coop%C3%A9rative

Les Banques coopératives : du pire au meilleur pour l'Economie sociale ! Auteurs : Pierre Dubois est professeur des universités retraité. Michel Abhervé est professeur associé à l'Université de Paris-Est Marne la Vallée.

Comprendre pourquoi quatre grandes banques historiques françaises, structurées sur une base coopérative (Banques Populaires, Caisse d'Epargne, Crédit Agricole, Crédit Mutuel) et qui ensemble ont une part majoritaire du marché de la banque de détail, se sont laissées entraîner dans la tourmente financière mondiale.

Les banques coopératives se sont trop comportées ces années dernières comme les banques du secteur privé lucratif. Elles ne sont donc pas épargnées par la crise. Mais, par cette gestion aberrante, elles ont porté un coup à l'ensemble de l'économie sociale et solidaire, aux coopératives de production et de consommation, aux mutuelles d'assurance et de santé, aux associations marchandes et non marchandes, associations employeurs ou non.

Comment ces banques ont-elles pu prendre des risques insensés de plusieurs milliards d'euros :

- exposition aux titres toxiques issus des subprimes,
- à la faillite d'une autre banque (Lehmann Brothers),
- aux dérapages internes (pertes de trading),
- aux escroqueries (Madoff),
- à la chute vertigineuse d'actions cotées en bourse.

Des milliards d'euros partis en fumée ou susceptibles de l'être ! Les banques coopératives n'appartiendraient-elles pas au monde de l'économie sociale et solidaire ?

Pierre Dubois* et Michel Abhervé* nous apportent avec un document de 10 pages une contribution très pertinente à l'analyse de la crise financière : "Les Banques coopératives. Du pire au meilleur pour le développement de l'Economie sociale".

Sans compétences financières particulières mais à force de parcourir les sites des structures, groupes ou fédérations coiffant ces banques, de traquer leurs communiqués de presse, de lire la presse spécialisée, ils nous livrent, au vu des faits observés, quelques hypothèses explicatives de l'implication des banques coopératives dans la crise financière.

Ils nous suggèrent des pistes d'actions pour réinventer la confiance des clients, des sociétaires, des salariés, pour enfin terminer par un appel à une initiative commune : "banques coopératives, retrouvez et montrez vos valeurs, agissez ensemble, au travers de vos Fondations, pour le développement de l'économie sociale et solidaire". Bref, un document à lire de toute urgence !

En savoir plus [Les Banques coopératives. Du pire au meilleur pour le développement de l'Economie sociale - Format PDF](#)

Licence professionnelle Management des Organisations de l'Economie sociale : www.univ-mlv.fr

Communauté – Extrait d'un article de Wikipédia



Cet article ou cette section adopte un point de vue régional ou culturel particulier et doit être **internationalisé**. Merci de l'[améliorer](#) ou d'en discuter sur sa [page de discussion](#) !

Une **communauté** est une interaction d'[organismes](#) partageant un [environnement](#) commun. Dans les communautés humaines, l'[intention](#), la [croyance](#), les [ressources](#), les [besoins](#) ou les [risques](#) sont des conditions communes affectant l'[identité](#) des participants et le degré de leur [cohésion](#).

Dans son usage actuel le plus courant, le mot communauté évoque des collectivités historiques ou [culturelles](#), telles qu'entendues dans les débats sur les [minorités](#) ou le [communautarisme](#).

En [France](#), la communauté est un concept du droit qui désigne un groupe de personnes possédant et jouissant de façon indivise d'un patrimoine en commun. Elle s'oppose à la [société](#) et à l'[association](#) en ce qu'une communauté est formée indépendamment de la volonté de ses membres et qu'ils ne décident pas de leur implication. Par extension, la

communauté désigne uniquement les biens qui sont communs à plusieurs personnes, sans évoquer l'existence d'une personnalité juridique commune.

Sous l'[Ancien Régime](#), le mot communauté désigne toutes les personnes morales de droit public dont les statuts résultent généralement d'une [Ordonnance royale](#) ou en particulier de [lettres patentes](#), aussi bien dans le domaine de l'[organisation religieuse](#) (communautés religieuses)¹ que dans celui des pouvoirs administratifs (p. ex.: [Communauté d'un régiment](#)², [Communauté de la Noblesse](#)), locaux ((les [Communautés d'habitants](#), les [Communautés des villes](#), les [communautés provinciales](#)), professionnels (les [communautés de métier](#)), éducatifs (les [communautés des collèges](#)) ou privés ([communauté matrimoniale et lignagière](#), [communautés de voisinage](#)). Plusieurs arrêts des parlements nous indiquent que tous les pauvres de chaque ville ou paroisse étaient légalement constitués en une communauté capable de recevoir tous les dons ou legs faits "aux pauvres" et qui était distincte de la *communauté des habitants*.

Bien que nos sociétés aient presque partout remplacé les communautés par des formes sociétales d'association, le terme de communauté ou ses équivalents *corps* ou *ordre*, conserve toujours un sens [juridique](#), [administratif](#) et [politique](#) précis, par exemple pour les [copropriétés](#), les communes, les [professions organisées en ordre](#), les [corps de la Fonction publique](#), les [familles](#), les [congrégations](#) religieuses, et bien sûr les diverses doctrines [communistes](#).

La *Société* à laquelle nous appartenons et que la [sociologie](#) est supposée étudier, est à proprement parler une communauté.

Sommaire

- [1 Définitions](#)
- [2 Communautés sociologiques](#)
 - o [2.1 Communautés intentionnelles](#)
 - [2.1.1 Communautés de connaissance](#)
 - [2.1.2 Communautés Emmaüs](#)
 - o [2.2 Communautés historiques](#)
 - o [2.3 Communautés linguistiques](#)
 - o [2.4 Communautés religieuses](#)
- [3 Communautés internationales](#)
- [4 Communautés administratives](#)
- [5 Communautés scientifiques](#)
- [6 Communautés virtuelles](#)
- [7 Communautés écologiques](#)
- [8 Antonymie](#)
- [9 Dérivés](#)
- [10 Notes](#)
- [11 Voir aussi](#)
 - o [11.1 Articles connexes](#)

Antonymie [[modifier](#)]

Le concept de communauté s'oppose à plusieurs autres formes d'associations :

- [société](#) ;
- [association](#) ;
- [clientèle](#).

Le concept s'oppose aussi à :

- [individu](#), dans la mesure où les intérêts d'un individu peuvent être différents de ceux de l'ensemble d'une communauté déterminée ;

- [État](#), dans la mesure où celui-ci prétend ses intérêts supérieurs à ceux d'une communauté donnée, quand il ne proclame pas qu'il est le plus capable de les défendre.

On oppose parfois également les communautés historiques aux communautés sociologiques, les unes étant vues comme tournées vers le passé, les autres n'en ayant pas, ou peu.

Dérivés [[modifier](#)]

Le mot *communauté* a servi à construire les termes :

- [communisme](#) ;
- [communautarisme](#).

Si la communauté a un sens positif (notion de bien commun) le mot *communautarisme* a généralement une connotation négative et est souvent utilisé pour critiquer les communautés, censées représenter un danger pour l'ordre officiel (voir [anticommunautarisme](#)).

Article complet sur <http://fr.wikipedia.org/wiki/Communaut%C3%A9>

Économie sociale et solidaire – Extrait d'un article Wikipédia

Le terme d'**économie sociale et solidaire** (**économie sociale** en Belgique francophone et au [Québec](#)) regroupe un ensemble de [coopératives](#), [mutuelles](#), [associations](#), [syndicats](#) et [fondations](#), fonctionnant sur des principes d'égalité des personnes (1 personne 1 voix), de solidarité entre membres et d'indépendance économique. Toutefois le premier terme de l'expression se réfère plutôt à des organisations identifiées par leur statut et occupant une place importante dans la vie économique (banques, mutuelles, etc.) et le second terme, à des activités visant à expérimenter de nouveaux « modèles » de fonctionnement de l'économie, tels le [commerce équitable](#) ou l'[insertion par l'activité économique](#).

C'est par analogie avec le [Tiers état](#) ou le [Tiers monde](#), que ce secteur est désigné comme le **tiers secteur**, le premier secteur étant ici le commercial, et le deuxième le secteur public et para-public¹.

Sommaire

- [1 Économie sociale : un tiers secteur des économies](#)
 - o [1.1 Historique du mouvement coopératif et mutualiste](#)
 - o [1.2 Composition et principes de l'économie sociale](#)
 - [1.2.1 Les principes de l'économie sociale](#)
 - [1.2.2 Le poids de l'économie sociale](#)
- [2 Économie solidaire](#)
 - o [2.1 Les AMAP](#)
 - o [2.2 Les SCIC](#)
 - o [2.3 Dans de nouvelles formes d'échange innovantes \(monnaie locale complémentaire\)](#)
 - [2.3.1 Les SEL](#)
 - [2.3.2 Autres projets de monnaie](#)
 - o [2.4 Dans les échanges internationaux : le commerce équitable](#)
 - o [2.5 Dans la finance et l'épargne](#)
- [3 Critiques](#)
- [4 Les Perspectives](#)
- [5 Les Rencontres du Mont-Blanc](#)
- [6 Notes et références](#)
- [7 Voir aussi](#)
 - o [7.1 Articles connexes](#)
 - o [7.2 Bibliographie](#)
 - o [7.3 Liens externes](#)

Économie sociale : un tiers secteur des économies [[modifier](#)]

Les économies peuvent être considérées comme ayant trois secteurs^{1,2} :

1. le [secteur privé](#) commercial, des propriétés privées motivées par le profit ;
2. le [secteur public](#) qui est détenu par l'État ;
3. **l'économie sociale**, qui englobe un large éventail de groupes communautaires, de bénévoles et d'activités sans but lucratif.

Parfois, il est également fait référence à un quatrième secteur, le [secteur informel](#), où les échanges informels ont lieu entre la famille et les amis.

En Belgique francophone, par exemple, l'économie sociale est traditionnellement définie de la manière suivante : "Par économie sociale, on entend les activités économiques productrices de biens ou de services, exercées par des sociétés, principalement coopératives et/ou à finalité sociale, des associations, des mutuelles ou des fondations, dont l'éthique se traduit par les principes suivants :

1. finalité de service à la collectivité ou aux membres, plutôt que finalité de profit ;
2. autonomie de gestion ;
3. gestion démocratique et participative ;
4. primauté des personnes et du travail sur le capital dans la répartition des revenus."³

Historique du mouvement coopératif et mutualiste [[modifier](#)]

Article détaillé : [histoire de l'économie sociale](#).

- En **1844** est créée [Équitables Pionniers](#) en Angleterre.
- En **1847** [Friedrich Wilhelm Raiffeisen](#) crée une boulangerie coopérative en Allemagne.
- En **1884** naît l'ancêtre de la Confédération Général des [SCOP](#), la Chambre Consultative des Associations Ouvrières de Production.
- En **1895**, l'[identité coopérative](#) est [déclarée](#).
- En **1901**, la liberté d'[association](#) est définie en France.
- En **1947**, le statut de la coopération est défini en France.
- Depuis **2002**, l'[OIT](#) recommande la structuration [coopérative](#) des entreprises pour le [travail décent](#).

Article complet à lire sur http://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89conomie_sociale_et_solaire

Dette souveraine – Article Wikipédia



Cet article est une [ébauche](#) concernant l'[économie](#). Vous pouvez partager vos connaissances en l'améliorant ([comment ?](#)) selon les recommandations des [projets correspondants](#).

Une **dette souveraine** est une dette émise ou garantie par un émetteur [souverain](#) (un [État](#) généralement ou parfois une [banque centrale](#)).

Sommaire

- [1 Caractéristiques](#)
- [2 Les risques propres à la dette souveraine](#)
- [3 Historique](#)
- [4 Voir aussi](#)
- [5 Liens externes](#)

Caractéristiques [[modifier](#)]

Une dette souveraine :

- peut être décomposée en [dette domestique](#) et en [dette extérieure](#) selon que les créanciers sont des résidents ou des non-résidents.
- peut être formée de crédits bancaires, de prêts d'autres États ou institutions officielles, et de titres d'emprunts émis par le [Trésor public](#) du pays concerné. Ceux-ci sont éventuellement négociables sur le marché international des [obligations](#) ce qui nécessite alors que les émissions soient libellées en une ou plusieurs [devises](#) convertibles ou en unités de compte universellement reconnues ([DTS...](#))
- peut être bilatérale (de pays à pays), multilatérale (de pays à organisation internationale) ou privée
- peut être à court terme (à vue ou à quelques mois), à moyen terme ou à long terme (jusqu'à 30 ans, voire 50 ans). Celle à court terme est la plus fragile pour l'emprunteur.
- est accordée soit à "taux spéciaux" (avances du FMI ou prêts de la Banque mondiale par exemple) autrement dit à un taux d'intérêt privilégié, soit au taux de marché comportant une [prime de risque](#). Celle-ci est fonction de la solvabilité du pays telle qu'estimée par exemple par les organismes de [notation de la dette](#).

Les risques propres à la dette souveraine [[modifier](#)]

La dette souveraine est, en fonction de la qualité des émetteurs, considérée comme plus sûre que celle des entreprises (pays très solvables) soit moins sûre du fait de la quasi absence de recours juridique envers les états défaillants.

Les possibilités de remboursement sont étroitement liées à la capacité fiscale des pays émetteurs, et donc aux performances économiques et de la bonne gestion budgétaire de ces pays. C'est à partir de ces critères que se fait la notation de la dette souveraine. *Le ratio endettement / PIB est l'une des bases d'appréciation.*

Historique [[modifier](#)]

La gestion de la dette souveraine a toujours présenté un aspect non seulement économique mais aussi largement politique.

Dans les siècles anciens, les monarques avaient recours à des banquiers privés ([templiers](#), lombards, Rothschild...) pour financer leurs impasses budgétaires.

Plus récemment, les faits majeurs ont concerné les [emprunts russes](#) émis du temps des Tsars, la dette allemande après la [Première Guerre mondiale](#) et le [Plan Marshall](#) après la [Seconde Guerre mondiale](#). Ils concernent actuellement surtout la [dette du tiers monde](#) mais aussi l'accroissement de l'endettement public de divers [pays occidentaux](#).

Voir aussi [[modifier](#)]

- [Dette publique](#)
- [Emprunt d'État](#)

Liens externes [[modifier](#)]

- [Crises de dettes souveraines : vers une nouvelle résolution \(OFCE\)](#)
- [Les dettes souveraines dans la tourmente](#)

Source http://fr.wikipedia.org/wiki/Dette_souveraine

Economie Socialement Responsable : se reporter à **Investissements socialement responsables**, ci-après.

Inégalités de revenu – Article Wikipédia

Les **inégalités de revenu** évoquent la disparité des revenus entre les individus des différentes nations du globe, au sein d'un même pays (mesure de l'inégalité entre les individus riches et les individus pauvres dans un pays).

Sommaire

- [1 Causes](#)
- [2 Mesure des inégalités](#)
- [3 Inégalités de revenus au sein d'un même pays](#)
 - o [3.1 Au sein des pays développés](#)
 - o [3.2 Dynamique de l'inégalité](#)
- [4 Distribution des revenus à l'échelle mondiale](#)
 - o [4.1 Entre pays](#)
 - o [4.2 Entre hommes](#)
- [5 Explications avancées](#)
- [6 Inégalités de richesse](#)
- [7 Références](#)
- [8 Voir aussi](#)
 - o [8.1 Liens internes](#)
 - o [8.2 Liens externes](#)

Causes [[modifier](#)]

Plusieurs facteurs permettent d'expliquer l'évolution des inégalités. On peut distinguer des facteurs historiques et des facteurs liés au contexte politique, social, économique, ... actuel.

Sur le plan historique, les longs épisodes impérialistes et colonialistes sont, dans la plupart des cas, à l'origine des disparités entre pays telles qu'on les observe aujourd'hui.

Dans une économie de marché, le salaire varie avec l'[offre et la demande](#). Celle-ci peut être limitée par la loi avec, par exemple, l'instauration d'un salaire minimum, ou par des négociations patronat-salariat.

Le revenu est fortement corrélé avec le niveau de l'[éducation](#). Plus une personne est diplômée, plus son revenu est élevé par rapport à la moyenne. Au niveau mondial, il y a une forte corrélation entre le niveau d'[alphabétisation](#) et le niveau des revenus.

L'inégalité de capacité entre les hommes explique une forte disparité des revenus. Le handicap physique ou mental a une forte incidence sur le niveau de revenu. Une politique sociale visant à assurer un niveau minimum de subsistance, favoriser l'emploi des personnes handicapées peut diminuer l'impact de cette inégalité naturelle.

Mais l'inégalité naturelle n'est pas le seul facteur en jeu. Le revenu est également corrélé avec le [sexe](#) : à même niveau de qualification, les hommes, en moyenne, gagnent plus que les femmes. Les femmes sont également moins souvent promues à des postes de responsabilité, ce qui accroît, au niveau global, l'écart des salaires moyens entre hommes et femmes.

Dans les pays où la population n'est pas ethniquement homogène, on constate des disparités salariales, parfois très fortes, entre les différentes [races](#). La [discrimination positive](#) cherche à pallier ce biais.

Dans le cas américain, Christian Broda de l'[université de Chicago](#) souligne le rôle du différentiel d'inflation et du [libre-échange](#). Les produits consommés par les personnes aux revenus les plus élevés ont généralement une inflation plus forte que les produits consommés par les personnes aux revenus inférieurs. Cette différence explique un tiers de la hausse des inégalités aux États-Unis entre 1994 et 2005 selon les études de Broda. Il souligne en particulier le rôle du commerce international pour garder bas le prix des produits consommés par les plus pauvres, avec le rôle de la Chine¹.

Le vieillissement de la population peut également augmenter mécaniquement les inégalités de revenu.

Mesure des inégalités [\[modifier\]](#)

L'étude des inégalités compare les distributions complètes de revenus, elle est synthétisée par des indices. Les indices les plus utilisés² sont le [coefficient de Gini](#), l'[indice de Theil](#), l'[indice de Hoover](#), le rapport interquintile, le [rapport interdécile](#), la [variance](#) logarithmique.

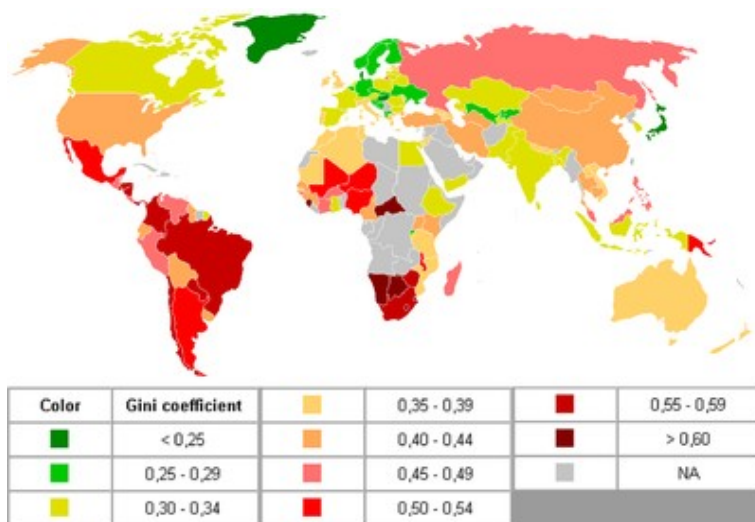
Dans la plupart des cas, ce ne sont pas les revenus bruts qui sont comparés, mais les revenus disponibles comprenant les [transferts sociaux](#).

Inégalités de revenus au sein d'un même pays [\[modifier\]](#)

Article détaillé : [Liste des pays par égalité de revenus](#).

On constate qu'un grand nombre des pays inégalitaires se trouvent en [Amérique latine](#) ou en [Afrique](#). Dans la moyenne, la [Russie](#) est plus inégalitaire que les [États-Unis d'Amérique](#) et la [Chine](#), qui sont globalement plus inégalitaires que l'Europe.

Les pays les plus égalitaires sont essentiellement le [Japon](#) et les pays du nord de l'[Europe](#) : [Finlande](#), [Suède](#), [Norvège](#), [Danemark](#), [Belgique](#) et [Allemagne](#).



Inégalité des revenus au sein des pays, mesuré par le [coefficient de Gini](#) où 0 correspond à une égalité parfaite (toutes les personnes ont les mêmes richesses), et 1 à une inégalité totale (où une personne posséderait tout). Les pays en rouge sont plus inégalitaires que les pays en vert.

Au sein des pays développés [[modifier](#)]

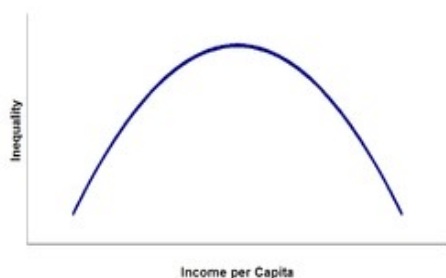
Article connexe : [Inégalités de revenu en France](#).

Selon l'[OCDE](#), « autour de l'année 2000, les inégalités ont été les moins prononcées dans certains pays nordiques, elles ont été moyennes en France, Belgique et Allemagne, et par contre plus prononcées au Mexique et en Turquie, puis en Pologne et États-Unis. »³

Les inégalités de revenus augmentent légèrement au sein des [pays développés](#) depuis les années 1980 : « En [France](#), les inégalités sont restées relativement stables. Depuis le milieu des [années 1980](#), on a observé, en France et moyenne dans l'OCDE, un léger glissement de la part des revenus, des revenus moyens vers les plus riches, des jeunes vers les plus âgés (notamment chez les seniors de 51 à 65 ans), et l'effet de l'intervention de l'État par les [prestations sociales](#) et l'impôt qui freine véritablement les inégalités. »³ « Quant à l'évolution générale des inégalités depuis les dernières décennies, il n'y a eu d'accroissement généralisé, mais on a observé un accroissement pour certains groupes de pays, à certaines périodes : les pays anglo-saxons autour de 1980, certains pays d'Europe continentale autour de 1990, et récemment une forte croissance dans certains pays nordiques. »³. Aux [Canada](#), l'écart entre les riches et les pauvres est plus grand que jamais : les travailleurs les moins bien payés reçoivent 20% de moins que ce qu'ils obtenaient en 1980, et ce malgré la croissance économique des années 1990 et les baisses d'impôts des années 2000⁴.

Aux [États-Unis](#)⁵, les revenus du centième d'Américains les plus riches représentent 20 % de la somme des revenus, quand la moitié de la population ayant les revenus les plus faibles en représente 12,6 %⁶

Dynamique de l'inégalité [[modifier](#)]



[courbe de Kuznets](#) : niveau d'inégalité en ordonnée, revenu en abscisse

Article détaillé : [Courbe de Kuznets](#).

À long terme, de nombreux pays connaissent une évolution suivant une courbe en « U inversé » (augmentation des inégalités, puis stabilisation, puis diminution), proposée pour la première fois par [Simon Kuznets](#). Ainsi, pour la France, le rapport de salaires P90/P10 était de 3,25 en 1950, 4,20 en 1966, et 3,20 en 1998⁷.

Cependant, cette évolution est loin d'être universelle. En effet, un rapport de l'[OCDE](#)⁸ constate des évolutions divergentes pour dix pays depuis les [années 1970](#) : diminution des inégalités pour quatre pays, stabilité pour trois, augmentation pour trois. Par ailleurs, l'évolution récente entre le milieu des [années 1980](#) et le milieu des [années 1990](#) montre une augmentation des inégalités dans onze pays sur vingt.

Distribution des revenus à l'échelle mondiale [[modifier](#)]

Les conclusions sont différentes selon que l'on s'intéresse aux différences entre pays ou aux différences entre hommes indépendamment de leur nationalité.

Entre pays [[modifier](#)]

L'écart de revenus entre les pays les plus riches et les pays les plus pauvres est très important.

Selon des estimations du [PNUD](#), le ratio entre le revenu moyen par habitant dans les 20 % pays les plus riches et les 20 % les plus pauvres est passé de 30 en 1960 à 74 en 1997⁹. Pour [Surjit Bhalla](#), ce ratio est passé de 23 à 36 sur la même période. En suivant les mêmes pays entre ces deux dates, les inégalités entre ces pays ont diminué¹⁰.

L'économiste espagnol [Xavier Sala-i-Martin](#) a remis en cause les calculs du PNUD, en montrant que les taux de pauvreté du rapport ont été calculés en prenant les [taux de change](#) courants et ont ainsi selon lui éludé le fait que le coût de la vie est beaucoup plus faible dans les pays pauvres. En intégrant ce paramètre, il constate qu'« au lieu de passer de 20 à 74, le taux utilisé par le PNUD pour mesurer les inégalités entre pays a augmenté de 11 en 1960 à 16 en 1980 et qu'il a ensuite lentement décru, pour atteindre 15 en 1988 »¹¹. Reprenant ces chiffres, l'essayiste [libéral Johan Norberg](#) considère que cette évolution à la baisse des inégalités entre pays est à mettre au crédit de la [mondialisation](#)¹²

Entre hommes [modifier]

[Xavier Sala-i-Martin](#) a proposé¹³ une distribution de revenus mondiale à partir des distributions nationales. Cette distribution ne tient ainsi plus compte des frontières, et permet par exemple de calculer un [coefficient de Gini](#) mondial. En utilisant sept critères d'inégalité différents, il parvient systématiquement à la même conclusion : les inégalités entre hommes ont diminué entre 1980 et 1998. La contradiction apparente avec l'augmentation des écarts entre pays s'explique par la pondération : en comparant simplement les pays les plus riches et les plus pauvres, on ignore l'évolution des pays d'[Asie](#), en particulier [Inde](#) et [Chine](#), dont la progression a été très importante. En excluant ces deux pays (qui représentent toutefois 40% de l'humanité), on arrive à des conclusions bien différentes, notamment en [Afrique](#), où la [pauvreté](#) et les inégalités ont augmenté de façon importante¹⁴.

De même, le [PNUD](#) estime que le nombre de personnes vivant avec moins de l'équivalent d'un [dollar US](#) par jour a diminué de près de 250 millions entre 1990 et 2001¹⁵. Cela correspond à une réduction d'un quart de la part de la population vivant sous ce seuil de revenu dans les [pays en développement](#) (de 27,9% à 21,3%).

Malgré cette baisse, il restait en 1999 selon le PNUD plus d'un milliard de personnes vivant encore avec moins de 1\$ par jour, et près d'un milliard d'individus n'étant pas en mesure de satisfaire leurs besoins de consommation élémentaires^[réf. nécessaire]. En 2005, ce même organisme estimait que 2,5 milliards de personnes vivent encore avec moins de 2 dollars par jour¹⁶.

En 2006, la part dans le revenu total des 20% de la population mondiale aux revenus les plus faibles est d'environ 1,5 %. En parallèle, les 500 personnes aux revenus les plus élevés ont un revenu de 100 milliards de dollars, équivalent aux revenus des 416 millions de personnes aux revenus les plus faibles. Les 2,5 milliards d'individus vivant avec moins de 2 dollars par jour, soit 40 % de la population mondiale, représentent 5 % du revenu mondial¹⁷.

Selon la majorité des études, les inégalités de revenus, mesurées par le [coefficient de Gini](#), ont diminué depuis les années 1980^{18,19}.

De même la pauvreté absolue diminue fortement depuis 1820 : 84 % de la population mondiale est alors pauvre, en valeur absolue, contre un cinquième aujourd'hui²⁰. Il existe encore des inégalités de revenu entre hommes et femmes en entreprise à niveau de qualification et de responsabilité égal.

Explications avancées [modifier]

Pour certains analystes (dont des [altermondialistes](#)), ce constat s'expliquait notamment il y a quelques années par la [dégradation des termes de l'échange](#), c'est-à-dire la baisse des prix des matières premières importées des pays du tiers-monde, surtout en [Afrique](#), par rapport aux prix des produits manufacturés des pays développés. Par exemple, le journaliste et économiste de formation [François-Xavier Verschave](#) soutient la thèse du pillage occidental du pétrole africain, par des réseaux d'influence français.

Cette analyse a été critiquée sur deux points. D'une part, par la hausse des revenus des matières premières qui n'a pas entraîné de réel développement économique. D'autre part et de façon plus générale, on constate que disposer de richesses naturelles nombreuses qui procurent des ressources importantes en devises n'a que très rarement un effet sensible sur le développement d'un pays, au contraire. Ainsi, [Philippe Chalmin](#), spécialiste français des matières premières, écrit-il que les matières premières sont une malédiction. Ce sont les pays apparemment les plus défavorisés par la nature qui s'en sortent le mieux²¹.

Certaines théories (soutenues entre autres par des mouvements [altermondialistes](#)) avancent également que les économies des pays africains sont déstabilisées par les importations de produits agricoles subventionnées par les économies occidentales, et que les intérêts de la [dette](#) extérieure de ces pays les empêchent de développer des politiques sociales²².

Cette vision, bien qu'apportant une explication à un grand nombre de situations, tend parfois à occulter la responsabilité des gouvernements locaux dans leurs politiques de [développement économique](#). Une critique avancée est, entre autres, qu'elle n'explique pas, à elle seule, que certains pays aient pu [émerger](#) puis devenir à leur tour des [pays développés](#) (p. ex. la [Corée du Sud](#)). Il semble donc nécessaire de prendre en compte les facteurs politiques, aussi bien extérieurs qu'intérieurs.

Inégalités de richesse [[modifier](#)]

Il ne faut pas confondre *inégalités de revenus* (qui mesurent un flux) et *inégalités de richesse* (qui mesurent un stock). Les inégalités de richesse sont plus accentuées que les inégalités de revenu.

Références [[modifier](#)]

1. ↑ "Inequality and Prices: Does China Benefit the Poor in America?", Christian Broda et John Romalis, mars 2008
2. ↑ [La feuille de calcul au tableur](#) pour le [coefficient de Gini](#), l'[indice de Theil](#), l'[indice de Hoover](#) (en anglais)
3. ↑ [a](#), [b](#) et [c](#) [PDF] **(en)** [Income Distribution and Poverty in OECD Countries in the Second Half of the 1990s](#) [archive], working paper, et [résumé de L'évolution des inégalités de revenus en France et dans les pays de l'OCDE](#) [archive]. source: OCDE, 2005.
4. ↑ Presse Canadienne. [L'écart entre les riches et les pauvres s'accroît](#) [archive] 1 mai 2008
5. ↑ Voir aussi : **(en)** [en:Income inequality in the United States](#)
6. ↑ [Le Monde, 18 janvier 2008](#) [archive]
7. ↑ [Thomas Piketty](#), *Income Inequality in France 1901-98*, Centre for Economic Policy Research, juillet 2001
8. ↑ Rapport de l'OCDE: [des revenus et pauvreté dans la zone de l'OCDE : tendance et déterminants](#) [archive], mai 2001

9. [↑] (en) [Human development report 1999 \[archive\]](#), [PNUD](#) p. 36 et 38.
10. [↑] (en) Surjit Bhalla, *[Imagine There's No Country: Poverty, Inequality, and Growth in the Era of Globalization \[archive\]](#)*, [chapitre 2 \[archive\]](#), p. 24 à 26, cité également par Sudhir Anand et Paul Segal, « [What do we know about global income inequality? \[archive\]](#) », p. 8
11. [↑] [Xavier Sala-i-Martin](#), *The Disturbing « Rise » of Global Income Inequality*, NBER Working Paper W8904, avril 2002.
12. [↑] [Johan Norberg](#), *Plaidoyer pour la mondialisation capitaliste*, Plon, 2003, chap.1, p.46
13. [↑] [Xavier Sala-i-Martin](#), *The Disturbing "Rise" of Global Income Inequality*
14. [↑] Source: [Banque Mondiale, indicateurs 2005 \[archive\]](#)
15. [↑] (en) [PNUD](#), *The Millennium Development Goals Report, 2005*, [disponible en ligne \[archive\]](#)
16. [↑] Rapport mondial sur le développement humain du PNUD présenté aux dirigeants mondiaux à la veille du Sommet mondial 2005 du 14 au 16 septembre [disponible en ligne \[archive\]](#)
17. [↑] (en) [Human Development Report 2006 \[archive\]](#) du [PNUD](#) p. 269.
18. [↑] (en) *[Imagine There's No Country: Poverty, Inequality, and Growth in the Era of Globalization \[archive\]](#)*, [chapitre 11 \[archive\]](#), p. 174
19. [↑] Sudhir Anand et Paul Segal, « [What do we know about global income inequality? \[archive\]](#) », p. 61
20. [↑] (en) *[Imagine There's No Country: Poverty, Inequality, and Growth in the Era of Globalization \[archive\]](#)*, [chapitre 9 \[archive\]](#), p. 144 et 145.
21. [↑] [\[1\] \[archive\]](#)
22. [↑] *Afrique : abolir la dette pour libérer le développement* par [Éric Toussaint](#) et [Arnaud Zaccharie](#), 2001. ed. Syllepse

Voir aussi [\[modifier\]](#)

Liens internes [\[modifier\]](#)

- [Inégalité](#)
- [Inégalités de revenu en France](#)
- [Inégalités de revenus entre hommes et femmes](#)
- [Inégalité \(sociologie\)](#)
- [Pauvreté en France](#) | [Pauvreté aux États-Unis](#)

- [Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes](#)
- [Indicateur de développement humain](#)
- [Indicateur de pauvreté](#)
- [Coefficient de Gini](#)
- [High net worth individual](#)

Liens externes [[modifier](#)]

- [Le site du PNUD](#)
- **(en)** Une [fiche technique](#) sur la courbe de Lorenz comprenant divers champs d'application, incluant [un fichier Excel](#) traçant la courbe de Lorenz et calculant coefficients de Gini et de variation..

Source http://fr.wikipedia.org/wiki/In%C3%A9galit%C3%A9s_de_revenu

Investissement socialement responsable – Extrait d'un article de Wikipédia

L'ISR est l'application des principes du développement durable aux placements financiers¹.

Sommaire

- [1 Définitions](#)
- [2 Les différentes approches de l'ISR](#)
- [3 Historique](#)
- [4 Origine](#)
- [5 Moyen et méthodes](#)
- [6 L'ISR en France](#)
 - o [6.1 Un modèle français de l'ISR en évolution permanente](#)
 - [6.1.1 2001-2011 : dix ans de promotion](#)
 - [6.1.2 Les Investisseurs institutionnels, acteurs majeurs](#)
 - [6.1.3 Banques et assurances françaises désormais impliquées](#)
 - [6.1.4 Le grand public : un défi pour l'ISR en France](#)
 - [6.1.5 Des produits d'épargne populaires ?](#)
 - o [6.2 Un véritable soutien de l'éco-industrie ?](#)
- [7 L'ISR à travers le monde](#)
 - o [7.1 Europe](#)
 - o [7.2 Afrique/ Moyen-Orient](#)
 - o [7.3 Amériques](#)
 - o [7.4 Asie](#)
- [8 Voir aussi](#)
 - o [8.1 Articles connexes](#)
 - o [8.2 Bibliographie](#)
- [9 Notes](#)

Définitions [[modifier](#)]

La définition la plus communément acceptée en France est que "l'ISR est une forme de placement consistant à prendre systématiquement en compte des critères liés à l'Environnement, au Social et à la Gouvernance (on parle aussi de critères ESG), en sus des critères financiers"².

L'Association Française de la Gestion financière et le Forum pour l'Investissement Responsable donnent également une définition de l'ISR dans le cadre du Code de transparence³ : "Application des principes du développement durable à l'investissement. Approche consistant à prendre systématiquement en compte les trois dimensions que sont l'environnement, le social/sociétal et la gouvernance (ESG) en sus des critères financiers usuels. Les modalités de mise en œuvre peuvent revêtir des formes multiples fondées sur la sélection positive, l'exclusion ou les deux à la fois, le tout intégrant, le cas échéant, le dialogue avec les émetteurs".

Une définition européenne a été donnée dans un avis du **Comité Economique et Social Européen** (Cf. CESE, Avis du Comité économique et social européen sur le thème «Produits financiers socialement responsables» (2011/C 21/06) avis d'initiative, point 3.1.1). *"Il s'agit de produits d'épargne (comptes courants, comptes à fort rendement, livrets d'épargne, dépôts structurés), de produits d'investissement (institutions d'investissement collectif: fonds et sociétés d'investissements; pensions et assurances: plans et fonds de pension, plans de retraite, assurances- vie ou unit linked; fonds thématiques), d'instruments de financement du crédit et de mécanismes de soutien financier (microcrédits, fonds de roulement, fonds de garantie mutuelle et capital-risque), qui comprennent dans leur conception des critères environnementaux, sociaux et de bonne gouvernance, sans négliger aucunement les objectifs nécessaires en matière de risques et de rentabilité financière"*.

Les différentes approches de l'ISR [modifier]

Il est possible de distinguer plusieurs grandes approches de l'ISR⁴:

- **La sélection ESG** : Cette approche consiste à sélectionner les entreprises ayant les meilleures pratiques environnementales, sociales ou de gouvernance. La méthode de gestion la plus répandue en France est l'approche **Best in Class** qui consiste à privilégier les émetteurs les mieux notés d'un point de vue extra-financier au sein d'un secteur d'activité⁵.
- **L'exclusion** : L'approche dite "exclusive" est la méthode originelle des fonds ISR. Le gérant peut faire le choix d'exclure les entreprises qui ne respectent pas les normes ou conventions internationales, c'est ce qu'on appelle **les exclusions normatives**. D'un autre côté, le gérant peut également décider d'exclure de ses choix d'investissement des secteurs d'activité entiers tels que le tabac, les armes ou encore la pornographie et ainsi pratiquer une approche d'**exclusion sectorielle**. Cette méthode d'exclusion reste largement pratiquée dans les pays anglo-saxons.
- **L'approche thématique**: Les fonds n'incluent que des entreprises agissant dans un secteur donné ou favorisant certaines pratiques. Les investissements seront ainsi concentrés dans des entreprises actives dans les domaines du développement durable tels que les énergies renouvelables, l'eau, le traitement des déchets, la santé, etc...
. Cependant, que la thématique soit environnementale ou sociale, les entreprises doivent passer au travers d'un filtre ESG.

- **l'engagement actionnarial** : il consiste, pour les investisseurs, à exiger des entreprises une politique de responsabilité sociale plus forte par un dialogue direct, mais aussi par l'exercice des droits de vote en assemblées générales. On parle également dans ce cas d'activisme actionnarial.

Historique [[modifier](#)]

Dénoté également [SRI](#) pour [Socially responsible investing](#), la tradition anglo-saxonne de l'ISR trouve ses racines dès le XVIII^e siècle notamment avec le mouvement philanthropique des [Quaker](#), ou encore à la fin du XIX^e siècle aux États-Unis où des communautés religieuses interdisaient à leurs membres d'investir dans des sociétés d'armes, d'alcool ou de tabac.

Le premier ISR de l'économie moderne remonte à 1971. À cette date, deux pasteurs de l'Église [méthodiste](#), Luther Tyson et Jack Corbett, lancent le *Pax World Fund* pour investir dans les entreprises non liées à l'armement.

En Europe et en particulier en France en 1983, le Comité catholique contre la faim et pour le développement [CCFD](#) lance avec le Crédit Coopératif, le premier fonds commun de placement de partage Faim et développement. Une partie des revenus de cet [OPCVM](#) est dédiée à la création d'entreprises dans le tiers-monde. Dans le même temps, la Société **Meeschaert Asset Management** créait le premier fonds commun de placement éthique Nouvelle stratégie 50, à l'instigation de Sœur Nicole Reille. Son objet était de proposer aux investisseurs, particuliers ou institutionnels, des placements boursiers « respectueux de la place de l'homme ». D'abord destiné à valoriser les retraites des religieux des congrégations, est représentée au sein du comité d'éthique Hymnos. Les valeurs du portefeuille qu'elle a créé qui recoupent en partie celles d'Hymnos, incluent France Télécom, le Crédit lyonnais, Rhodia, Axa, Casino Guichard, Unilog, etc. Le choix de ces titres se serait fait « à partir des critères classiques de rendement. Il s'appuie également sur la consultation d'indicateurs éthiques d'évaluation des entreprises établis par un organisme indépendant. Les indicateurs retenus sont conformes aux valeurs défendues par l'association Éthique et Investissement », présidée par Sœur Nicole Reille. « Ces valeurs, précise-t-elle, permettent d'investir des fonds en accord avec celles d'une congrégation, à savoir les droits de l'homme, le respect et le développement de la personne qui entraîne la stratégie sociale de l'entreprise et les modes d'implantation dans les pays du tiers-monde. »

Depuis le 27 avril 2006, les Principes pour l'Investissement Responsable (UNPRI) sont désormais consacrés par les [Nations unies](#) dans le prolongement du [pacte mondial](#). Ces principes marquent la reconnaissance de l'ISR à l'échelle mondiale.

Origine [[modifier](#)]

L'ISR est fondé sur la conviction que la prise en compte de facteurs sociaux et environnementaux, d'éthique et de gouvernance assure la performance financière des sommes investies à moyen et long terme compte tenu d'une meilleure appréhension des risques et d'un meilleur management.

Pour les investisseurs confessionnels, l'approche ISR correspond à une démarche qui a des fondements religieux profondément liés à leur "[éthique des affaires](#)" dont les perspectives sont spécifiques.

On pourra considérer rétrospectivement que la récente consécration de M. [Muhammad Yunus](#), père du [microcrédit](#) constitue une approche ISR avant l'heure parfaitement adaptée à la réalité des sphères d'économies marchandes écartées des circuits de financements traditionnels dans les économies sous-développées, comme celles dites développées.

L'ISR ne peut constituer en tous les cas *a contrario* un label d'investissement super-performant ce qui est peut être « préjudiciable à sa généralisation », selon Danyelle Guyatt (cf. Thèse à l'université de Bath,UK)⁶.

Enfin, pour les promoteurs du [développement durable](#) *in concreto*, l'ISR marque d'évidence le signe que le levier financier est désormais capable d'apporter tout son poids à l'évolution des modèles macro et micro-économiques qu'il nourrit. Une nouvelle sensibilité dans le conseil, une orientation stratégique majeure affichée par les institutions financières publiques comme privées qui peuvent permettre d'activer plus rapidement de nouveaux comportements sur toute la chaîne de valeur du producteur au consommateur qui devront internaliser le [principe pollueur-payeur](#).

Le développement de l'ISR sera en tous les cas intrinsèquement lié à la manière dont les investisseurs dans leur ensemble sur un marché financier globalisé appréhendent la donne sociale et environnementale. Les rapports annuels du CERES⁷ indiquent clairement depuis 2005 un changement d'attitude de plus en plus net notamment dans le secteur bancaire, véritable "colonne vertébrale" de l'économie mondiale qui prend de plus en plus au sérieux l'impact du [changement climatique](#) dans sa gestion des risques. Des progrès sont sans doute encore à faire de la part des banques en matière de transparence non seulement de leurs produits mais aussi sur leurs activités au regard de l'ISR et de leur engagement au titre de la RSE ([responsabilité sociale de l'entreprise](#)) compte tenu des dernières enquêtes de certaines associations de consommateurs dans plusieurs États membres⁸.

L'expérience montre que l'investissement socialement responsable résiste bien dans un contexte de [crise financière](#) et économique, et qu'il procure une bonne [sécurité des placements](#).

Lire la totalité de l'article sur

http://fr.wikipedia.org/wiki/Investissement_socialement_responsable

Investissement socialement responsable (et économie sociale et solidaire) - Alternatives Economiques Poche n° 022 - janvier 2006

Quels sont les liens entre l'investissement socialement responsable (ISR) et l'économie sociale et solidaire ? L'économie sociale regroupe des structures réunies par des principes communs : l'impartageabilité des réserves*, la règle « une personne, une voix »*, la liberté d'entrer et de sortir. Ces principes doivent déboucher sur des modes de gouvernance* proches de ceux des entreprises socialement responsables, privilégiant par exemple la transparence, la gestion de long terme, etc. Mais il ne suffit pas d'affirmer des

principes, il faut que les pratiques soient en conformité avec ceux-ci. Rendre compte de la réalité de ce que l'on affiche est essentiel dans l'ISR comme dans l'économie sociale et solidaire.

D'autre part, l'économie solidaire* regroupe des structures qui, quel que soit leur statut, mettent la solidarité au cœur de leur projet tout en cherchant une viabilité économique autre que par les seules subventions d'Etat. L'économie sociale et solidaire réunifie dans un même périmètre l'ensemble de ces structures, considérant que ce qui les réunit est plus fort que ce qui les sépare.

Cet ensemble est concerné à plusieurs titres par la montée en puissance de l'investissement socialement responsable, qu'il faut distinguer des produits financiers solidaires. L'ISR est une forme de financement des entreprises opérant par une sélection des valeurs (*screening*) mobilières en portefeuille, sur des critères de rentabilité et de risque, mais aussi sur des critères extra-financiers, éthiques, solidaires, environnementaux et de gouvernance. L'ISR peut par ailleurs se traduire par un activisme actionnarial, notamment au travers des résolutions déposées par certains actionnaires lors des assemblées générales.

L'ISR concerne l'économie sociale parce que les Sicav et les fonds communs de placement (FCP) socialement responsables sont souscrits à 60 % par des institutionnels (assureurs, caisses de retraite, fondations*), où l'on retrouve l'économie sociale, notamment à travers les mutuelles d'assurances* et de santé*, qui y placent beaucoup d'argent. Macif* gestion faisait ainsi partie, en 2004, des cinq premières sociétés de gestion françaises qui gèrent plus de 500 millions d'euros d'ISR. Il reste néanmoins des marges de progression importantes dans les placements de l'économie sociale pour les rendre plus socialement responsables. D'autre part, les banques mutualistes* et coopératives*, qui représentent la majorité des guichets en France, distribuent aussi des produits socialement responsables aux particuliers, qui représentent 40 % des encours, avec 2,8 milliards d'euros en 2004.

De leur côté, les produits financiers solidaires ont triplé en cinq ans, à 613 millions d'euros en 2004, sous forme de Sicav et de FCP (267 millions d'euros), de livrets bancaires (104 millions d'euros), d'épargne salariale (130 millions d'euros) et d'actions non cotées. Le Crédit Coopératif* est très actif dans ce champ, avec le Codevi Codesol, les livrets Agir, la NEF*, les FCP Epargne solidaire, Faim et développement. Comme le groupe Banque populaire, qui arrive en tête pour les fonds d'épargne salariale solidaire. Certes, le nombre de ces épargnants vertueux est en hausse avec 61 000 personnes qui ont souscrit ces produits en 2004, mais ces chiffres doivent aussi être comparés aux 5 millions de souscripteurs des actions EDF mises sur le marché fin 2005...

Ces produits financiers solidaires sont en lien étroit avec ce qu'on a appelé au début de cet article l'économie solidaire, en lui apportant des fonds propres*, qu'elle ne trouve pas sur les marchés classiques. Ces produits financent en particulier les activités d'insertion par le travail et par le logement, qui représentaient 84 % de l'utilisation de l'épargne solidaire* en 2004 répertoriée par Finansol*. Ces sommes sont essentielles pour le développement de l'économie solidaire, ici et dans les pays du Sud. En 2004, elles ont permis de créer 13 500 emplois en France, de loger 800 familles, d'accorder 900 000 micro-crédits dans le Sud et à l'Est.

Les produits financiers solidaires disposent d'un fort potentiel de développement pour deux raisons : d'une part, parce que l'épargne salariale investie dans l'économie solidaire peut devenir très importante (1 milliard d'euros à terme, selon Edmond Maire) et, d'autre part, parce que 42 % des Français se disent prêts à épargner solidaire, s'il y a avantage fiscal et label. Ceci pose la question centrale de l'accroissement du nombre de projets d'économie sociale et solidaire finançables et, pour cela, le fait d'augmenter le nombre d'entrepreneurs sociaux*. Les collectivités locales, particulièrement les régions, auront un rôle essentiel dans l'avenir pour favoriser cet entrepreneuriat et le rapprocher de l'épargne solidaire.

Dans quelques cas, l'investissement socialement responsable rejoint les produits financiers solidaires. C'est le cas du FCP Insertion emplois, qui allie ISR et économie solidaire, puisque 90 % de ce fonds sont placés par CDC Ixis dans des entreprises du CAC 40 socialement responsables et 10 % par France active dans des entreprises d'insertion. On peut encore citer Macif Croissance durable et solidaire.

Ce que pourraient être de nouvelles alliances entre entreprises socialement responsables, économie sociale et solidaire, syndicalisme* de transformation se dessine ainsi, pour aller vers une économie plus juste et préservatrice de l'environnement.

Encadré issu de l'article [Investissement socialement responsable \(et économie sociale et solidaire\)](#)

Source http://www.alternatives-economiques.fr/investissement-socialement-responsable--et-economie-sociale-et-solidaire-_fr_art_223_31259.html

Mouvement des Indignés – Introduction d'un article Wikipédia



Cet article concerne un [évènement en cours](#). Ces informations peuvent manquer de recul et changer à mesure que l'évènement progresse. Le titre lui-même peut être provisoire. N'hésitez pas à l'améliorer en [citant vos sources](#). Dernière modification de cette page le 6 janvier 2012 à 02:25.

Le **mouvement des Indignés** ou *Mouvement 15-M* est une série de manifestations pacifiques spontanées, rassemblant jusqu'à plusieurs dizaines de milliers de personnes, apparues en [Espagne](#) à partir du 15 mai 2011, nées sur les [réseaux sociaux](#) et initiées par le mouvement et le site web *[¡Democracia Real Ya!](#)* (*Une vraie démocratie, maintenant*), d'où ont émergé plus de 200 petites associations solidaires².

Ce mouvement, inédit par son ampleur et ses revendications, se poursuit encore actuellement. Régulièrement, des manifestants ou des organisations se revendiquent des Indignés. Une journée mondiale des Indignés a eu lieu le 15 octobre 2011.

Le nom des indignés a été inspiré par le titre du manifeste *[Indignez-vous!](#)*, écrit par [Stéphane Hessel](#), ancien diplomate et résistant français. Le mouvement se réclame des influences du [Printemps Arabe](#)^{3.4.5.6.7}, ainsi que de celles du mouvement [Geração à rasca](#) du 12 mars au Portugal⁸ et des mouvements [grecs](#) et [islandais](#) de 2008⁹.

Sommaire

- [1 Description](#)
 - o [1.1 L'appel du 15 mai 2011](#)
 - o [1.2 Le 12 juin 2011](#)
- [2 Spécificités du mouvement](#)
- [3 Revendications](#)
 - o [3.1 Désirs des manifestants](#)
- [4 Historique](#)
 - o [4.1 15 mai](#)
 - o [4.2 16 mai](#)
 - o [4.3 17 mai](#)
 - o [4.4 18 mai](#)
 - o [4.5 22 mai](#)
 - o [4.6 31 mai](#)
 - o [4.7 12 juin](#)
 - o [4.8 19 juin](#)
 - o [4.9 14 juillet](#)
 - o [4.10 Le 15 octobre : première journée mondiale des indignés](#)
- [5 Traductions et réactions politiques](#)
- [6 Exportation](#)
 - o [6.1 Belgique](#)
 - o [6.2 France](#)
 - o [6.3 Grèce](#)
 - o [6.4 États-Unis](#)
- [7 Liens connexes](#)
- [8 Notes et références](#)
- [9 Sources](#)

Article complet sur http://fr.wikipedia.org/wiki/Mouvement_des_Indign%C3%A9s

Printemps arabe, «les indignés» ... comment la protestation s'est mondialisée - Par Joseph E. Stiglitz, prix Nobel - Article 'L'économiste'



Prix Nobel d'économie en 2001, Joseph E. Stiglitz enseigne cette discipline à l'université de Columbia après avoir dirigé le board des conseillers économiques du président Clinton et servi en qualité de directeur économique et de vice-président de la Banque mondiale. Il en a démissionné en 2000 et depuis il se montre très critique à l'endroit de l'institution. Son ouvrage le plus vendu (*La grande désillusion*) a été traduit dans plus de 30 langues. Il préside une commission d'experts, nommée par le président de l'Assemblée générale de l'Onu, sur les réformes du système monétaire et financier international. Son dernier livre, *Le triomphe de la cupidité*, existe également en anglais, en allemand, en japonais et en espagnol

Le **mouvement protestataire** qui a débuté en Tunisie en janvier 2011 pour s'étendre par la suite à l'Égypte puis à l'Espagne est désormais un phénomène mondial, avec des manifestations qui prennent d'assaut Wall Street et plusieurs villes d'Amérique. La mondialisation et la technologie moderne permettent désormais aux mouvements sociaux de transcender les frontières aussi rapidement que les idées. Et la contestation sociale a trouvé un terrain fertile partout dans le monde: un sentiment que le «système» a échoué et la conviction que, même au sein d'une démocratie, le processus électoral n'arrangera pas les choses – du moins, en l'absence d'une forte pression de la part de la rue.

En mai, je me suis rendu sur les lieux des manifestations tunisiennes; en juillet, j'ai eu l'occasion de parler avec les indignados espagnols; je suis ensuite allé rencontrer les jeunes révolutionnaires égyptiens sur la place Tahrir au Caire; il y a quelques semaines enfin, j'ai discuté avec les contestataires d'Occupy Wall Street, à New York. Il existe un thème commun, exprimé par le mouvement OWS, et qui se résume en une phrase simple: «Nous représentons les 99%».

Ce slogan fait écho au titre d'un article que j'ai récemment publié : «Of the 1%, for the 1%, and by the 1% » (Des 1%, pour les 1%, et par les 1%), décrivant l'augmentation considérable des inégalités aux États-Unis: 1% de la population détient plus de 40% de la richesse et perçoit plus de 20% des revenus. Et les personnes appartenant à cette strate raréfiée sont souvent grassement récompensées, non pas pour leur contribution à la société – bonus et plans de sauvetage anéantissent clairement cette justification des inégalités – mais parce qu'elles sont, disons les choses clairement, des rentiers prospères (et parfois corrompues). Il est indéniable qu'une partie de ces 1% a grandement apporté sa contribution. En effet, les bienfaits sociaux apportés par de nombreuses véritables innovations (par opposition aux nouveaux «produits» financiers qui ont fini par dévaster l'économie mondiale) ont pour la plupart grandement excédé ce qu'ont perçu leurs

inventeurs.

La montée des inégalités est le produit d'un cercle vicieux: les riches rentiers ont recours à leur fortune pour façonner la législation dans l'objectif de protéger et d'accroître leur richesse – et finalement leur influence. La Cour suprême des Etats-Unis, dans sa célèbre décision *Citizens United*, autorise librement les grandes entreprises à utiliser leur argent pour influencer l'orientation de la politique. En revanche, alors que les plus riches sont autorisés à recourir à l'argent pour asseoir leurs opinions, dans la rue la police m'a interdit de m'adresser aux manifestants de l'OWS à travers un mégaphone.

Le contraste entre une démocratie sur-réglémentée et des banques non réglementées n'est pas passé inaperçu. Mais les manifestants sont ingénieux: ils ont repris ce que j'avais dit à la foule et l'ont répété pour que tout le monde puisse l'entendre haut et fort. Et pour empêcher que le «dialogue» ne soit interrompu par les applaudissements, ils ont eu recours à des signes de main énergiques pour exprimer leur approbation.

Ils ont raison d'affirmer que notre «système» a un problème. Partout dans le monde, nous avons sous-exploité un certain nombre de ressources – des personnes désireuses de travailler, des machines inutilisées, des bâtiments vides – et sommes face à des besoins non satisfaits: lutte contre la pauvreté, promotion du développement, et modernisation de l'économie pour lutter contre le réchauffement climatique, pour n'en nommer que quelques-uns. En Amérique, après la saisie de plus de sept millions de maisons au cours des dernières années, les maisons vides contrastent avec les sans-abris. Les manifestants ont été critiqués pour leur absence de propositions. Mais là n'est pas la question des mouvements protestataires. Ils sont l'expression d'une frustration à l'égard du processus électoral. Ils constituent une alarme. Les manifestations anti-mondialisation qui ont eu lieu à Seattle en 1999, lors de ce qui était supposé être l'inauguration d'une nouvelle série de négociations commerciales, ont attiré l'attention sur les échecs de la mondialisation et des institutions et accords internationaux qui la gouvernent.

Lorsque la presse s'est intéressée aux revendications des manifestants, elle a décelé chez eux une vérité certaine. Les négociations commerciales qui ont suivi ont été différentes – du moins en principe, elles étaient censées constituer un cercle en faveur du développement, remédier à certaines des lacunes mises en évidence par les manifestants – et le Fonds monétaire international a par la suite entrepris des réformes importantes.

De la même manière, aux États-Unis, les manifestants pour les droits civiques dans les années 1960 ont attiré l'attention sur le racisme institutionnalisé omniprésent dans la société américaine. Cet héritage n'a toujours pas disparu, mais l'élection du président Barack Obama montre à quel point ces manifestations ont bouleversé l'Amérique. A un premier niveau, les manifestants d'aujourd'hui réclament peu: la possibilité d'utiliser leurs compétences, le droit à un emploi décent et à un salaire décent, une économie et une société plus justes. Leur espoir est évolutionnaire, et non révolutionnaire. Cependant, à un autre niveau, ils demandent beaucoup: une démocratie dans laquelle le peuple compte, et non les dollars, et une économie de marché à la hauteur des espérances qu'elle suscite.

Les deux sont liés: comme nous l'avons observé, des marchés sans entrave conduisent à des crises économiques et politiques. Les marchés ne peuvent fonctionner correctement qu'à condition qu'ils opèrent dans le cadre de régulations gouvernementales adaptées ; et ce cadre ne peut être érigé que dans une démocratie qui reflète l'intérêt général – et non l'intérêt des 1%. Le meilleur gouvernement que l'argent puisse acheter ne suffit plus.

Payer moins d'impôt que sa secrétaire

Partout dans le monde, l'influence des politiques et les pratiques anti-concurrentielles (souvent soutenues par les politiques) ont joué un rôle central dans le creusement des inégalités économiques. Et les systèmes fiscaux dans le cadre desquels des milliardaires comme Warren Buffett payent moins d'impôt (en pourcentage de leurs revenus) que leur secrétaire, ou dans lesquels les spéculateurs ayant participé à l'effondrement de l'économie mondiale sont taxés à des taux inférieurs aux taux imposés à ceux qui travaillent pour eux, n'ont fait que renforcer cette tendance.

Notion d'équité

Les recherches de ces dernières années ont montré à quel point la notion d'équité était importante et ancrée. Les manifestants espagnols et ceux des autres pays ont raison d'être indignés: voici un système dans lequel les banquiers sont renfloués, tandis que ceux qui en ont été la proie sont livrés à eux-mêmes. Pire, les banquiers sont désormais de retour à leurs postes, gagnent des bonus dont le montant dépasse ce que la plupart des travailleurs espèrent gagner dans toute une vie, tandis que les jeunes qui ont travaillé dur pendant leurs études et respecté les règles du jeu n'ont aucunes perspectives d'emploi épanouissantes.

Copyright: Project Syndicate, 2011 - www.project-syndicate.org - Traduit de l'anglais par Martin Morel - Source <http://www.leconomiste.com/article/888590-printemps-arabe-les-indignes-comment-la-protestation-s-est-mondialisee> par Joseph-e-

Répartition des richesses – Selon Wikipédia



Cet article est une **ébauche** concernant l'**économie**. Vous pouvez partager vos connaissances en l'améliorant ([comment ?](#)) selon les recommandations des [projets correspondants](#).

La **répartition des richesses** est la façon dont le [patrimoine](#) est détenu par les individus dans une société. Il s'agit d'un stock, et non pas d'un flux ; la [répartition des revenus](#) mesure, elle, un flux.

C'est la troisième étape du circuit économique défini par [Jean-Baptiste Say](#) dans son [Traité d'économie politique](#)

Les inégalités de [richesse](#) sont plus marquées, mais elles ne représentent pas directement le [niveau de vie](#). En particulier, le patrimoine d'une partie de la population est négatif (jeunes adultes qui se sont endettés pour financer leurs études, etc.).

L'analyse de la répartition des richesses peut porter sur le patrimoine financier (titres...) ou sur le patrimoine total (y compris immobilier...).

Situation économique mondiale [[modifier](#)]

Une étude de l'[ONU](#) de 2009 signale un écart gigantesque en ce qui concerne la répartition de la richesse mondiale, puisque :

- 2 % de l'humanité détient 50 % du patrimoine des ménages,
- 50 % de l'humanité détient 1 % du patrimoine des ménages^{[[réf. nécessaire](#)]}

Voir aussi [[modifier](#)]

Articles connexes [[modifier](#)]

- [Richesse](#)
- [Inégalité \(sociologie\)](#)
- [Inégalités de richesse](#)

Source http://fr.wikipedia.org/wiki/R%C3%A9partition_des_richesses

A qui profite l'enrichissement de la France ? -

le 11 octobre 2011

Entre 1998 et 2008, les 10 % les plus pauvres ont reçu 2,8 % de l'ensemble de la richesse nationale, alors que les 10 % les plus riches ont disposé de 31,7 %.

L'évolution de l'enrichissement

En dépit du ralentissement de la croissance, la France continue à s'enrichir. Entre 1998 et 2008, le revenu global des ménages après impôts et prestations sociales s'est accru de 260 milliards d'euros en termes réels (inflation déduite). Mais cette richesse a été largement captée par une minorité.

Au cours de ces dix années, les 10 % les plus pauvres ont reçu 2,8 % de l'ensemble de la richesse nationale, alors que les 10 % les plus riches ont disposé de 31,7 %. Une part 11,3 fois plus importante. Si l'enrichissement était réparti de façon égale, chaque tranche de 10 % de la population aurait dû recevoir 26 milliards d'euros : les 10 % les plus pauvres ont touché 7,3 milliards, les 10 % les plus riches 82,7 milliards. Au total, les 40 % les plus démunis ont reçu seulement 22 % de l'ensemble des revenus.

Enrichissement par tranche de niveaux de vie et répartition de cet enrichissement
Données après impôts et prestations sociales

	Enrichissement entre 1998 et 2008 (en milliards d'euros)	Répartition de l'enrichissement entre 1998 et 2008 (en %)
Les 10 % les plus pauvres	7,3	2,78
Entre les 10 % et les 20 %	14,1	5,40
Entre les 20 % et les 30 %	16,7	6,40
Entre les 30 % et les 40 %	19,1	7,30
Entre les 40 % et les 50 %	20,4	7,79
Entre les 50 % et les 60 %	21,6	8,28
Entre les 60 % et les 70 %	22,1	8,46
Entre les 70 % et les 80 %	26,0	9,96
Entre les 80 % et les 90 %	31,2	11,95
Les 10 % les plus riches	82,8	31,67

Richesse totale	261,3	100,00
-----------------	-------	--------

La première colonne indique l'évolution en milliards d'euros du revenu global des ménages par tranche de 10 %. La seconde indique comment est répartie cette évolution.

Source : Calculs de l'Observatoire des inégalités d'après l'Insee

L'état des lieux de la répartition de la richesse

Si l'on observe la répartition du revenu une année donnée (toujours après impôts et prestations sociales) et non de son évolution, les 10 % les plus pauvres reçoivent 3,6 % de l'ensemble, contre 24,3 % pour les 10 % les plus riches. Au cours des dix dernières années, la répartition s'est déformée au profit des plus aisés, qui recevaient 22,5 % du revenu total en 1998.

La répartition de la richesse en France
Répartition du revenu national par
tranche de niveaux de vie

Unité : %

	Part du total en 1998	Part du total en 2008
10 % les plus bas	3,8	3,6
entre 10 et 20 %	5,4	5,4
entre 20 et 30 %	6,4	6,4
entre 30 et 40 %	7,3	7,3
entre 40 et 50 %	8,3	8,2
entre 50 et 60 %	9,3	9,1
entre 60 et 70 %	10,5	10,1
entre 70 et 80 %	12,0	11,6
entre 80 et 90 %	14,5	14,0
entre 90 et 100 %	22,5	24,3

*Lecture : en 2008, les 10 % les plus pauvres
reçoivent 3,6 % de la richesse nationale*

Source : Insee, Enquête revenus fiscaux

Source <http://www.inegalites.fr/spip.php?article1156>

Too big to fail – Article Wikipédia

† Ne doit pas être confondu avec un film intitulé [Too Big To Fail : débâcle à Wall Street](#).

« Too big to fail » (« trop gros pour tomber ») est un concept [économique](#) qui décrit la situation d'une [banque](#) ou toute autre [institution financière](#) dont la [faillite](#) aurait des conséquences systémiques désastreuses sur l'économie et qui par conséquent se retrouve renflouée par les [pouvoirs publics](#) dès lors que ce risque de faillite est avéré.

Les principaux acteurs du système financier international prennent des risques importants tout en sachant pertinemment qu'ils seront sauvés de la banqueroute le cas échéant par ce que les gouvernements appellent des « plans de sauvetage » financés par les contribuables. Une réforme du système financier, initiée par [Barack Obama](#) en avril 2010 et concrétisée en particulier par le [Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act](#), vise notamment à limiter la taille des banques.

Sommaire

- [1 Exemple](#)
- [2 Voir aussi](#)
 - o [2.1 Articles connexes](#)
 - o [2.2 Liens externes](#)
 - o [2.3 Bibliographie](#)

Exemple [\[modifier\]](#)

Le cas de l'assureur [AIG](#) lors de la [crise des subprimes](#) illustre ce phénomène. Il a été renfloué par le gouvernement américain pour éviter que sa faillite ne cause des pertes de l'ordre de 3 200 milliards de dollars au sein du système financier international. Sa faillite aurait entraîné celle de nombreux établissements bancaires avec lesquels il était lié. La faillite d'AIG aurait coûté ^[réf. nécessaire] 11,9 milliards de dollars à la [Société générale](#), 4,9 milliards de dollars à la [BNP Paribas](#) ou encore 2,3 milliards de dollars au [Crédit agricole](#).

Voir aussi [\[modifier\]](#)

Articles connexes [\[modifier\]](#)

- [Marché financier](#)
- [Interventionnisme](#)
- [Laissez-faire](#)
- [Aléa moral](#)

Liens externes [\[modifier\]](#)

- [Les Échos](#) à propos d'AIG
- [Time](#) à propos d'AIG
- [Libération](#) à propos des réformes du secteur bancaire par [Barack Obama](#)

Bibliographie [[modifier](#)]

- (en) Maureen O'Hara et Wayne Shaw«*», Deposit Insurance and Wealth Effects: The Value of Being "Too Big to Fail" »*, *The Journal of Finance*, vol. 45, n° 5 (déc. 1990), p. 1587-1600. [[lire en ligne](#)]
- (en) George G. Kaufman, « *Are Some Banks Too Large to Fail? Myth and Reality »*, *Contemporary Policy Issues*, vol. 8, 1990.

Source : http://fr.wikipedia.org/wiki/Too_big_to_fail

Traduction, définitions et compléments :

Jacques Hallard, Ing. CNAM, consultant indépendant.

Relecture et corrections : Christiane Hallard-Lauffenburger, professeur des écoles honoraire.

Adresse : 585 19 Chemin du Malpas 13940 Mollégès France

Courriel : jacques.hallard921@orange.fr

Fichier : ISIS Economie ***New Economy Now*** French version.2
